



L'ECHO DES COCOS



Samedi 16 avril 2016

Journal de la section du Grand Figeacois du Parti Communiste Français
14, rue des Maquisards - Figeac. Permanence chaque mardi à 18 heures

EDITO

Le grand pillage mondial

Sarkozy nous l'avait dit : « **les paradis fiscaux, c'est fini** ». Sapin nous l'avait confirmé : « **l'information entre pays sur les transactions financières et la transparence sur les exilés fiscaux vont progressivement rentrer des milliards dans les caisses de l'Etat** »... Et patatras, des lanceurs d'alertes, journalistes d'investigation du monde entier font éclater le scandale : **au Panama, grand paradis fiscal devant l'éternel, ce sont quelques millions de « dossiers qui ont été épinglés »**. Sociétés, personnels politiques voire des chefs d'Etat (le premier ministre irlandais qui a du démissionner), particuliers privilégiés de la fortune, placent leur argent pour échapper au fisc dans leurs pays d'appartenance, avec l'aide des banques qui y mettent en place des « société écrans »,... **Le manque à gagner pour les finances publiques est considérable : 1.000 Milliards € pour l'Europe, dont 240 pour l'Allemagne, 120 pour l'Italie et 80 pour la France**. Au plan mondial, ce sont **26.000 milliards d'Euros qui sont « cachés » sur des comptes « opaques »**, à 50 % venant des entreprises et autant des particuliers. **Plus de 1.100 sociétés écran (« OffShore »)** ont été mises en place par les seules **banques suisses UBS et HSBC**.

En France, et chaque jour amenant de nouvelles révélations, on apprend que sont particulièrement engagés dans ce scandale : des proches de J-M Le Pen et du FN ; Jérôme Cahuzac ; Patrick Balkany ; et scandale dans le scandale, la Société Générale dont le PDG déclarait sous serment devant le Sénat en 2012 : « *La SG se retire de tous les paradis fiscaux* »... Aujourd'hui, il se défend en distinguant les comptes ouverts par la banque elle-même (qui auraient été fermés) et ceux de ses « clients » qu'elle aide à le faire (979 de ces comptes ont été ouverts par la filiale luxembourgeoise de la SG).

Notre gouvernement agit-il pour que cessent de telles pratiques ? En fait, il pourrait bien mieux faire mais s'y refuse. Certes, quelques « exilés » fiscaux se sont fait connaître et ont régularisé « à l'amiable » leur situation envers le fisc (quelques petits millions sont rentrés). Mais Le G20 de 2009 avait décidé la constitution d'une liste noire des paradis fiscaux : Panama y figure

avec la mention « *juridiction non coopérative* ». Mais il n'encourt aucune sanction ni ne fait l'objet d'aucune menace. Comme le faisait remarquer **Eric Bocquet** (sénateur communiste du Nord, auteur d'un rapport parlementaire sur l'évasion fiscale), *la Banque Centrale Européenne a su bloquer toutes les transactions financières avec Chypre en une nuit. On peut très bien interdire les flux financiers vers les paradis fiscaux*. Mais le lobby financier compte 1700 personnes à Bruxelles... CQFD. Le « Reporting par pays » obligerait les multinationales à déclarer annuellement leurs activités dans les autres pays que celui dont elles relèvent, permettant d'identifier celles d'entre elles qui jouent sur le dumping fiscal... Mais rien n'est prévu dans la loi Sapin qui aille dans ce sens. Pire, les députés socialistes ayant voté en journée avec nous à l'Assemblée Nationale un amendement favorable à ce système, le gouvernement a suspendu la séance et fait revoter en séance de nuit, mais cette fois contre, après avoir rameuté ses chiens de garde après du groupe socialiste.

Oui, le scandale est énorme : la perte fiscale dépasse par exemple le budget de l'Education Nationale et entraîne une part considérable de notre déficit public (sans cette évasion fiscale, le déficit serait dans les clous des 3 % du PIB exigés par Bruxelles et le pays pourrait s'émanciper de l'austérité imposée)...

Dans ce domaine aussi, il est urgent que le peuple reprenne le pouvoir : la mystification qui consiste à distinguer, s'agissant de placements dans les paradis fiscaux, l'« optimisation fiscale » qui serait légale, et la « dissimulation de revenus » qui serait un délit, doit cesser. Dans les deux cas il s'agit bien d'échapper et / ou de minorer la charge fiscale que subissent les privilégiés de la fortune.

M. DAUBA

Important

Des pépins de santé touchant plusieurs de nos militants les plus actifs, nous sommes amenés à modifier les conditions de diffusion de l'« Echo des Cocos » : nous ne serons plus systématiquement sur le marché tous les samedis. Mais, le journal étant déjà envoyé par mail à nos 68 adhérents et à plus de 200 sympathisants, nous proposons de développer ce type d'envoi envers le plus grand nombre possible de lecteurs.

Transmettez-nous les mails de vos proches, amis et voisins, susceptibles d'être intéressés par nos écrits et notre positionnement politique, à : michel.dauba@wanadoo.fr. Comme nous le faisons pour chaque nouveau destinataire, nous leur demanderons s'ils sont d'accord pour recevoir régulièrement notre journal. Et dans le cas contraire, nous stopperons immédiatement l'envoi... **Merci de votre aide et compréhension.**

JE REJOINS LE PCF

Nom : Prénom :
 Adresse :
 E-mail : Tél :

Parti Communiste Français - Fédération du Lot : 29 avenue du maquis - PN 398 - 46000 Cahors - Tél. : 05 65 35 03 95 / E-mail : pcf46@gmail.com / Web : <http://lot.pcf.fr>